

Government had not yet undertaken to deal with. He had seen notices in the newspapers that parties were prepared, with reasonable encouragement, to put on the navigable reaches of navigation, boats of proper construction. The first thing was to get the road, and then the water communication could be taken advantage of. The works immediately contemplated involved an expenditure of \$270,000, the whole of which would, probably, not be expended within the year.

Hon. Mr. Holton claimed that the House was entitled to full information as to how it was proposed to employ the \$1,460,000 now asked.

Hon. Mr. Rose said it was impossible, before the country was actually acquired, to give all the details of this expenditure.

Hon. Mr. Holton—Then why ask this \$1,460,000?

Hon. Mr. Rose replied that a large expenditure would be necessary. We had to provide means of access to the Territory, must make surveys, and must take energetic means to get people into the Territory. In order to do this a loan was necessary, and the round sum of £300,000 sterling had been fixed upon. All the Government now asked was a vote of credit for that amount, and the details of their scheme would be submitted to Parliament next session.

Hon. Mr. Holton admitted that the money required for opening the North-West should be borrowed rather than raised by taxation; but was it necessary to borrow it now? Had not the Finance Minister stated yesterday that he had \$9,000,000 which he had the greatest possible difficulty in investing? Why then should he borrow in addition to this large amount, when he would have to expend during the next year some \$200,000. He contended that before the House was asked to vote this million and a half, the Government should submit some settled policy.

Hon. Mr. Rose pointed out that if he were to take the money referred to by the member for Chateauguay and apply it to paying the Hudson's Bay Company or opening up the North West, it would be, according to that hon. gentleman's doctrine, a breach of trust.

[Hon. Mr. McDougall—L'hon. M. McDougall.]

crédit soit voté par la Chambre. Pour ce qui est des communications par eau, le Gouvernement ne s'en est pas encore occupé. Il a lu dans les journaux que les partis étaient disposés, pour peu qu'on les encourage, à mettre en circulation des embarcations appropriées sur les voies navigables. Il faut avant tout construire la route, on pourra ensuite utiliser les voies de communication par eau. Les premiers travaux envisagés comprennent des dépenses de l'ordre de \$270,000 qui, toutefois, ne seraient probablement pas dépensés entièrement au cours de la première année.

L'hon. M. Holton affirme que la Chambre a le droit de savoir en détail comment on a l'intention d'utiliser la somme réclamée de 1,460,000 dollars.

L'hon. M. Rose prétend qu'il est impossible de donner tous ces détails tant que le territoire n'aura pas réellement été acquis.

L'hon. M. Holton: Pourquoi alors demandez-vous 1,460,000 dollars?

L'hon. M. Rose répond que des dépenses importantes seront nécessaires. Nous devons assurer des moyens d'accès aux territoires, effectuer des levés et prendre des mesures énergiques en vue d'encourager l'immigration. Tout ceci nécessite un emprunt et la somme globale de 300,000 livres sterling a été retenue. Le Gouvernement se contente donc maintenant de demander le vote d'un crédit correspondant à cette somme et il fournira au Parlement les détails des dépenses lors de la prochaine session.

L'hon. M. Holton admet qu'il est préférable d'emprunter les fonds nécessaires au développement du Nord-Ouest plutôt que de les obtenir par voie d'imposition; est-il cependant nécessaire de les emprunter maintenant? Le ministre des Finances n'a-t-il pas affirmé hier qu'il disposait de 9,000,000 de dollars qu'il avait grand peine à investir? Pourquoi alors emprunter des fonds supplémentaires, alors qu'il devra dépenser l'année prochaine environ 200,000 dollars? Il soutient qu'avant que la Chambre ait à voter ce crédit d'un million et demi, le Gouvernement doit lui soumettre sa politique définitive.

L'hon. M. Rose fait remarquer que s'il utilisait les fonds mentionnés par le député de Chateauguay afin de payer la Compagnie de la Baie d'Hudson ou de développer le Nord-Ouest, cela constituerait un abus de confiance en vertu des principes mêmes cités par l'honorable député.